

« Sans le CPAS, je n'y serais pas arrivée... »

SOCIAL Bruxelles veut changer l'image de ses services auprès des étudiants

► Le CPAS bruxellois vient en aide à de nombreux jeunes.
► Une prise en charge dont certains n'osent pas parler ouvertement. Violetta et Anaëlle témoignent.

Deux jeunes filles se font face cet après-midi dans les locaux de la cellule étudiants du CPAS de Bruxelles : Violetta, 27 ans et Anaëlle (prénom d'emprunt), 24 ans. Souriantes et avenantes, elles font partie de ces jeunes ayant pu poursuivre leurs études grâce à l'action sociale bruxelloise. Orpheline de père et de mère, Anaëlle a vécu avec sa sœur jusqu'à ses 18 ans lorsqu'elle s'émancipe - « crise d'adolescence oblige ! » - mais sans pouvoir encore subvenir raisonnablement à ses besoins.

« Je me suis décidée à entrer en contact avec le CPAS où l'assistante sociale m'a aidée à construire un projet ». Curieuse et motivée, elle se tourne vers un Master de psychologie et s'engage pour cinq ans d'études. « J'aurais pu travailler à la place, et laisser tomber l'idée d'aller à l'Université. Mais avec le soutien du CPAS, c'était possible. C'était même réconfortant de se dire que je pouvais vivre tout en faisant des études à côté ».

Sarah, coordinatrice de la cellule étudiante au CPAS de Bruxelles, explique que les profils rencontrés viennent déjà souvent d'un milieu social difficile. « Plus de 60 % des étudiants ici avaient des parents aidés par le CPAS. C'est ce cercle vicieux de la précarité que l'on cherche à casser. »

Humaniser l'aide sociale

Comme pour Anaëlle, chaque jeune en difficulté est introduit à l'antenne principale de la cellule étudiante bruxelloise après entrevue sélective avec le CPAS de leur commune. Un entretien d'orientation creuse la cohérence du projet de chacun, en fonction de leurs résultats aux études. Après validation du projet, chaque adolescent - voire jeune adulte dans certains cas - se voit attribuer un « référent étudiant » qui le suivra durant toute son inscription au CPAS. Il en existe une

quinzaine, chacun s'occupant en moyenne de 140 étudiants sur le long terme.

Le suivi se fait alors en deux grandes étapes : la première, immédiate, vise la réussite aux examens. La seconde, de plus longue haleine, c'est l'insertion sur le marché de l'emploi et donc l'indépendance. Si une difficulté se présente, comme un échec scolaire ou un problème familial, alors des « entretiens de remédiation » sont prévus. Maxence, un des référents étudiants, parle littéralement de « coaching » : « Mon travail, c'est de l'humain. Je ne me soucie pas du politique derrière. Notre service est dans le concret et le suivi individualisé est capital ».

Pour Violetta, c'est « Monsieur Joseph » qui la suit depuis trois ans - la durée de son bachelier en histoire. Elle raconte : « On a manqué de me changer de référent... Mais l'idée m'a secouée alors j'ai écrit une lettre, au CPAS, pour ne pas que Monsieur Joseph soit remplacé par quelqu'un que je ne connaissais pas ». Ce lien de confiance qui se noue est important. Il joue pour beaucoup dans la réinsertion sociale et encourage les jeunes à s'impliquer dans leurs études.

C'est cette relation humaine avec son référent qui a permis à Anaëlle de continuer après une première année d'études difficile. « Sans cette structure, je ne serais pas arrivée jusque-là. J'ai été seule depuis ma majorité. Alors, le CPAS, c'est un peu l'autorité parentale pour moi ». La confiance établie, des deux côtés, lui a permis d'obtenir son Master en psychologie sociale et interculturelle de l'ULB. Aujourd'hui embauchée, grâce au CPAS, en tant que psychologue en maison de retraite, elle poursuit une formation complémentaire en parallèle. L'objectif du CPAS est atteint : le jeune, suivi, encadré, gagne en confiance et par là, son indépendance.

L'image d'assistés, une « barrière personnelle »

Anaëlle a voulu rester anonyme. Après quelques minutes d'entretien, elle explique pourquoi : « L'image d'assistés pour les bénéficiaires du CPAS existe bien, surtout dans le milieu universitaire où j'étais. Je parle de mon

statut à mes proches, mais pas plus... Je n'assume pas ». Même parmi ses amis, l'image n'est pas glorieuse : « Ils comprennent que j'ai eu besoin d'aide. Mais j'ai l'air d'être l'exception, pour eux. Comme si moi, ça passe, mais les autres... C'est des assistés, donc des faibles ».

Pourtant, la jeune femme est loin d'être la seule dans ce cas : elle confirme que plusieurs étudiants rencontrés durant son parcours universitaire étaient eux aussi rattachés au CPAS. Mais assumer le regard de l'autre n'est pas évident et on reste discret sur le sujet. « Assumer, ou non, ça dépend du trajet de vie de chacun. Mais, au final, on cherche tous à être égaux et reconnus en tant que personne, et non pas en tant que statut ».

Les secousses de la polémique « Sugar Baby »

Il y a un mois, la polémique « Sugar Baby » secouait le CPAS de Bruxelles. Une étude du cabinet Fremault sur les nouvelles formes de proxénétisme à Bruxelles révélait que les étudiant(e)s se tournaient vers la prostitution à cause de la précarité. Parmi les 16 étudiant(e)s interrogés, 7 se félicitaient « de ne pas être au CPAS ». Les étudiants estimeraient donc parfois plus humiliant de faire appel au CPAS que de se prostituer. Mais l'action sociale est bien une aide pour les étudiants précaires : il accompagne actuellement plus de 2.000 jeunes de 18-24 ans, soit une augmentation de 35 % en 5 ans.

Voir le négatif dans ce statut est un cliché contre lequel il semble difficile de lutter : le président du CPAS de Bruxelles, Ahmed El Ktibi (PS), est « interpellé, scandalisé même » par ce sentiment de honte qui prévaut chez les étudiants, en écho avec la polémique « Sugar Baby ». « Aujourd'hui le monde politique participe au maintien de ce stéréotype : on stigmatise le pauvre. Mais ce n'est pas de la charité qu'on fait ici au CPAS ». Le Centre n'aide en effet pas que les sans-abri. La précarité peut arriver à n'importe qui des suites d'une maladie, de la perte d'un emploi, d'un problème familial... « L'assistanat peut durer, mais ce n'est pas une fin. Notre travail principal est l'insertion et l'indépendance ». ■

MARIE THIEFFRY

COMMUNICATION

L'action sociale bruxelloise veut redorer son image

Le CPAS de Bruxelles veut développer son service consacré aux étudiants et lancera bientôt une campagne de communication par prospectus à destination du public cible du CPAS. « Nous avons un travail à faire avec les universités, les écoles... Il s'agit aujourd'hui de bouleverser les clichés sur la précarité, qu'elle soit financière ou sociale », lance le président du CPAS de Bruxelles, Ahmed El Ktibi (PS). Le Centre public d'action sociale veut développer l'information vers un public différent de celui qu'il accueille déjà dans ses locaux. Si l'information à Bruxelles passe déjà bien grâce aux 11 lieux d'accueil en plus du siège central qui décentralise l'action sociale, « il nous faut booster cette communication parce que des propos comme ceux qu'ont tenu les jeunes avec l'histoire "Sugar Baby", qui préfèrent se prostituer plutôt que de venir chez nous sont interpellants... Scandaleux, même ».